





## IRAN, LA DESTRUCTION NÉCESSAIRE

ISBN : 978-2-88892-160-8  
Copyright © 2012 by Éditions Xenia  
C. P. 429, 1951 Sion, Suisse  
[www.editions-xenia.com](http://www.editions-xenia.com)  
[info@editions-xenia.com](mailto:info@editions-xenia.com)  
Tel +41 27 327 52 67 | Fax +41 27 327 52 66  
skype: xeniabooks

Jean-Michel Vernochet

Iran,  
la destruction nécessaire

*Persia delenda est*

Xenja



## INTRODUCTION

Le 11 juillet 2012, le quotidien *La voix de la Russie* rapportait que le guide spirituel de la Révolution iranienne, l'Ayatollah Ali Khamenei avait appelé la nation dans son ensemble à se préparer à la guerre, à la fin du monde et au retour de l'Imam caché, le Mahdi. Pour les musulmans chiïtes, le Mahdi est celui qui doit revenir au Jour du Jugement afin de sauver le monde et de rétablir la Foi. Le chiïsme duodécimain (la branche majoritaire de cet islam hétérodoxe) considère en effet que le retour du douzième Imam, disparu en 873, marquera l'avènement de la Justice, mais ceci seulement après l'extermination des mécréants et des pécheurs dont le sang devra couvrir la surface de la Terre.

Dans cette perspective, l'Ayatollah Ali Khamenei a déclaré que le devoir des Iraniens était d'attendre l'arrivée imminente d'un « Grand Commandant » pour que : « sous la direction d'Allah et avec Son aide invisible, nous fassions en sorte que la Civilisation islamique l'emporte dans le monde. Tel est notre destin » ! Ce pourquoi depuis quelques semaines, les autorités militaires distribueraient aux troupes un texte intitulé : « Les six derniers mois », destiné à les préparer à l'arrivée imminente de l'Imam et à la confrontation finale avec l'Occident.

Ajoutons que le président Mahmoud Ahmadinejad et son proche entourage appartiennent à la Société Hojjatieh de Mahdaviéh. Née en 1953, elle a été bannie, dans un premier temps, parce qu'en rupture avec la doxa majoritaire, avant de réapparaître en 1978 avec les prémices de la Révolution islamique. Cette Société « confrérique » et, de la même façon, des Églises évangélistes et des sectes « judéo-chrétiennes » américaines sont persuadées que le retour du Mahdi — explicitement assimilé au Christ par

les membres d'Hojjatieh — doit être activement favorisé, voire hâté par la ferveur des croyants eux-mêmes, ainsi que par le déclenchement de l'Apocalypse.

Aux États-Unis, quelque quatre-vingt-quatorze millions de calvinistes et de juifs partagent peu ou prou une vision eschatologique identique à celle de ces mystiques iraniens, soit l'attente d'Armageddon et de la fin des Temps annonciateurs du retour ou de la venue du Messie.

*Paris, 20 juillet 2012*

# LA PLACE DE L'IRAN AU SEIN DU « SYSTÈME-MONDE » & GÉOSTRATÉGIE GLOBALE DES IMPÉRIAUX ANGLO-AMÉRICAINS

L'Iran doit être détruit ! Bien entendu. Pas seulement pour bloquer son accession éventuelle et assez hypothétique à l'arme atomique. Ni, sans doute, parce qu'à terme, son indépendance — assurée par la sanctuarisation de son territoire en raison de la détention du feu nucléaire — pourrait remettre en cause la prééminence régionale d'Israël, avant-poste occidental au Proche-Orient et, comme certains aiment à le désigner, 51<sup>e</sup> état des États-Unis d'Amérique et 28<sup>e</sup> membre de l'Union européenne. Une position dominante adossée à un monopole régional de l'arme atomique — détention inavouée d'armes *prohibées*, mais savamment ébruitée — qu'il convient à tout prix de conserver intacte.

Si d'aventure l'Iran parvenait en effet à entrer dans le club nucléaire, Israël entrerait du même coup dans une logique de dissuasion réciproque dont l'idée même lui est insupportable. D'autant plus qu'un Iran doté d'armes nucléaires constituerait un mauvais exemple régional créant ainsi un précédent potentiellement contagieux dans le voisinage turc, saoudien et égyptien. La hantise de la « prolifération » constitue par conséquent plus qu'un argument, mais bien un risque tangible à échelle régionale et au-delà. Bref, Téhéran commencerait à faire de l'ombre à Tel-Aviv, micro-superpuissance sans rivale depuis la chute de Bagdad le 12 avril 2003.

Détruire l'Iran, c'est-à-dire en démanteler les structures politiques et sociales de façon durable et éventuelle-

ment le faire entrer dans un chaos au long cours à l'instar de la guerre civile irakienne de basse intensité, relève dans les faits d'un système complexe d'engrenages mettant en jeu un grand nombre de paramètres qui convergent tous vers une finalité singulière et, en fin de compte, par ressembler furieusement à une sorte de fatalité imparable.

À ce propos, beaucoup mettent en avant les richesses minérales de l'Iran, ses prodigieuses réserves pétrolières et surtout gazières — troisièmes de la planète — et sans doute n'ont-ils pas tort. Encore faut-il ne pas voir dans les seuls appétits effrénés d'une poignée d'ogresses pétrolières multinationales la cause unique qui inciterait à frapper l'Iran, jusqu'à vouloir le détruire de fond en comble.

Détruire, disent-ils ! Pour renvoyer l'Iran à « l'âge de pierre », selon l'expression courante<sup>1</sup>, comme cela est advenu à quelques ennemis des États-Unis et du système qu'ils promeuvent. Ce fut récemment le cas de l'Irak et de l'Afghanistan comme ce fut celui, voici soixante-sept ans, de l'Allemagne défaite.

En 1944 déjà, tout comme Michael Ledeen<sup>2</sup> le pré-

---

<sup>1</sup> *Israël Infos* n° 1137 du 11.09.2012, 24 Elul 5772. *Israël-Défense : renvoyer l'Iran à l'âge de pierre* par David Koskas.

<sup>2</sup> Suivant le « Plan Morgenthau » : 1944, l'Allemagne devait être démembrée, dépouillée de toute industrie et contrainte de revenir à une économie agraire du type de celle qui précéda la révolution industrielle. Le 10 mai 1945, le président Truman signait la directive d'occupation JCS 1067, laquelle s'appliqua deux ans durant. Celle-ci ordonnait aux forces américaines d'occupation de « ne prendre aucune mesure visant au redressement économique de l'Allemagne ». Le Premier ministre britannique Churchill et le président Roosevelt avaient à ce propos cosigné à Québec un mémorandum secret relatif à la « pastoralisation » de l'Allemagne, politique dont les conséquences eussent été de conduire le vaincu à la famine et à voir diminuer sa population en proportion. La Guerre froide imposant ses nécessités, cette politique de rigueur extrême dut être abandonnée et le redressement de l'Allemagne amorcé. Quant à la théorie contemporaine du « chaos constructif » — utilisation géopolitique dévoyée de la « destruction créatrice » préconisée par l'économiste Schumpeter — elle a été promue par Michael Ledeen, rédacteur de la revue néo-conservatrice *National Review* dans laquelle

conisera dès 2001 pour le Pays des deux fleuves, le très écouté Secrétaire au Trésor du président Roosevelt, Henry Morgenthau, voulait voir les Allemands revenir à une sorte de Moyen-Âge préindustriel. Ledeen, chantre du Nouveau Siècle américain, démontrant autant de suite dans les idées que de sens de la continuité historique, se fit quant à lui le porte-voix de la doctrine du « chaos constructif » applicable à l'Irak. Et les faits parlent d'eux-mêmes : en douze ans de conflit intérieur de basse intensité, les affrontements et les actes de terrorisme intercommunautaires n'ont jamais vraiment connu de trêve, à telle enseigne que cet été 2012 a vu un terrible regain de violence terroriste, tant et si bien que l'amorce d'une reconstruction crédible de la nation irakienne dévastée n'est qu'une lueur d'espoir

---

il s'exprimait au lendemain de la chute des tours des Tours Jumelles : « Nous sommes le seul pays véritablement révolutionnaire au monde, comme nous l'avons été pendant plus de deux siècles. [Nous ne voulons pas la stabilité]. La destruction créatrice est notre seconde nature » (Cf. « Creative Destruction. How to wage a revolutionary war », in : *National Review Online*, 20/9/01. On consultera également Michael Ledeen, *The War Against the Terror Masters: Why It Happened. Where We Are Now. How We'll Win*, New York, 2002). Un thème abondamment repris par la Secrétaire d'État Condoleezza Rice qui appelait de ses vœux à un « chaos constructif » afin d'établir la démocratie dans les États arabes en proie à des despotismes archaïques. Michael Ledeen fut, entre autres, conseiller pour les affaires internationales de Karl Rove, éminence grise jusqu'en 2007 du président George W. Bush, occupant parallèlement la « chaire de la liberté » au sein du *think tank* « American Enterprise Institute », où il œuvre aux côtés de Richard Perle. Ancien collaborateur des services secrets américains, israéliens et italiens, son nom est associé à l'attentat qui fit, en 1980, 85 morts à la gare de Bologne dans le contexte de ce qui fut alors appelé la « stratégie de la tension », laquelle s'efforçait à l'époque de barrer la route du pouvoir au Parti Communiste Italien. L'idée du « chaos constructif » n'est donc pas nouvelle et, d'un plan à l'autre, le projet non dissimulé de démantèlement de la nation irakienne en trois entités ethno-confessionnelles — sous couvert de l'Initiative *Greater Middle-East* — ainsi que les conséquences de l'occupation présentent des similitudes frappantes avec le plan Morgenthau partiellement mis en œuvre dès la cessation des combats et la reddition sans condition du vaincu.

à l'horizon. De ce point de vue le volet « chaos » du projet néoconservateur est à ce stade un succès non démenti.

En Afghanistan, les choses sont à la fois plus simples et plus claires : en octobre 2001 lorsque l'Opération « Liberté immuable » est lancée, il n'y a déjà plus rien à détruire en Afghanistan, le pays ayant été au préalable transformé en champ de ruines au cours de deux décennies d'affrontements indirects entre Est et Ouest par communautés ethniques antagonistes et peuples indigènes interposés. On gardera ici en mémoire que, de 1979 à 1989, nombre de djihadistes afghans et de militants d'Al Qaïda en lutte contre les Soviétiques furent recrutés, entraînés et armés par les Services spéciaux américains et envoyés sur le terrain par la Direction pour le renseignement inter-services — *Inter-Services Intelligence* ou ISI — pakistanaise. Certains d'entre eux seront réemployés par la suite — ou « recyclés » — sur d'autres fronts dans les guerres d'empire ainsi en Bosnie, au Kosovo, en Irak, en Libye et maintenant en Syrie. On lira à ce sujet, et avec profit, la monographie de Jürgen Elsässer, publiée en 2006, *Comment le Djihad est arrivé en Europe*, préfacée par Jean-Pierre Chevènement, ancien ministre socialiste français de l'Intérieur (1997/2000) qui tint également le portefeuille de la Défense (1988-1991), fonction dont il démissionna le 29 janvier 1991 à l'issue de l'Opération Tempête du désert — « libération » du Koweït — pour marquer sa désapprobation d'avec la politique d'alliance atlantiste inconditionnelle au Proche-Orient.



Après la destruction de l'Irak et l'installation dans le pays d'un chaos durable, Téhéran s'est attaché de prime abord, par le biais d'une diplomatie savante, à déjouer ou à désamorcer — en particulier auprès des pétromonarchies sunnites du Golfe — les habiles manœuvres du Département d'État américain visant à l'isoler sur la scène régionale. L'Iran a pu apparaître ainsi un moment comme un successeur potentiel à l'Irak baasiste avec pour ambi-

tion d'imposer son leadership à la Région. Aujourd'hui, cet édifice diplomatique s'est totalement écroulé face aux pétromonarchies emmenées par les deux États wahhabites alliés de l'Amérique — et *de facto* par son allié intime Israël — le Qatar et l'Arabie saoudite, qui préparent à présent presque ouvertement l'affrontement avec l'Iran chiite et sa destruction en tant que puissance émergente. Un Iran qui, au demeurant, est susceptible de servir de base arrière, à savoir apporter un soutien sous une forme ou une autre aux communautés chiites de la Péninsule arabique, à commencer par celle majoritaire du Bahreïn en butte aux brimades — et à la répression — de la minorité sunnite au pouvoir, et cela avec l'aide active des forces armées du voisin saoudien. Ajoutons que, quoiqu'Arabes ethniquement, les Irakiens d'obédience chiite se montreraient certainement plus solidaires de leurs frères iraniens que des wahhabites qui ne voient en eux que des hérétiques à combattre et à abattre. Nous avons donc affaire à une guerre sourde, non officiellement déclarée mais qui a cependant déjà pour théâtre d'opérations, après l'Irak, la Syrie et accessoirement le Liban, sans oublier le royaume de Bahreïn qui vient d'être évoqué et se trouve maintenant, depuis juin 2012, proche de l'annexion par Riyad.

Autre axe de réflexion : la Turquie, pourtant ennemie traditionnel de la Perse, a pu sembler un temps s'être rapprochée de son voisin chiite ainsi que pouvait le suggérer l'accord tripartite signé avec Téhéran et Brasilia en juillet 2010, une convention relative à l'enrichissement et au retraitement hors frontières des matériaux fissiles utiles au programme nucléaire iranien, au grand dam du Département d'État débordé par l'apparition d'acteurs multipolaires inattendus. Très vite cependant les choses sont rentrées dans l'ordre « unipolaire » [Voir Annexe 1].

De même, Ankara a pu montrer des signes de non-alignement — en tout cas de mauvaise humeur — à l'égard d'un partenaire, l'État hébreu, auquel il est lié par une alliance stratégique, à l'occasion de la « crise de la flot-

tille humanitaire » pour Gaza brutalement abordée par la marine le 31 mai 2010, mais ce n'était là également que feu de paille. Une constante demeure en effet qui domine toute autre considération : la Turquie est et reste le « pilier » oriental de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord et une puissance à la présence décisive sur le flanc sud et est de l'Europe. On a pu le voir également en Tunisie où Ankara a accompagné, pour ne pas dire parrainé, la montée au pouvoir du Mouvement de la Renaissance, soit le parti islamique Ennahda. Cela avec la bénédiction et même les encouragements discrets de Washington, dont la Turquie relaie la politique sur le pourtour méditerranéen et en dépit de brouilles purement circonstancielles avec Israël, des différends subtilement mis en scène pour servir les ambitions néo-ottomanes nourries du fantasme ou de l'espérance illusoire que le califat d'antan soit restauré, garant de l'unité de l'Oumma, la communauté des croyants.



L'Iran théocratique doit être détruit également, non parce qu'il est un État théocratique ; après tout l'Amérique n'est-elle pas elle-même une sorte de théocratie parlementaire dont la fière devise « In God we trust » figure au frontispice de son fétiche, le dieu dollar ? Israël également n'est-elle pas pareillement une théocratie déguisée puisque la Thora, la Bible hébraïque, lui tient lieu de Constitution et représente l'une des sources du code civil israélien, pays où seuls les prêtres sont habilités à prononcer un divorce ? L'Iran révolutionnaire, mais « démocratique », ne procède-t-il pas régulièrement, de son côté, à des élections parlementaires ? Il n'en demeure pas moins que l'Iran, avons-nous dit, doit être détruit parce qu'il est en soi un enjeu majeur dans la lutte que se livrent les grandes puissances pour s'approprier les gisements d'énergies fossiles ou tout au moins pour s'en assurer le contrôle. Pour son malheur, l'Iran producteur de pétrole possède également les secondes, dit-on, réserves mondiales de gaz, une énergie appelée à assurer le passage — la « soudure » aurait-on

dit naguère — entre le pétrole et les énergies du futur (telle la pile à combustible ou la filière thorium à laquelle l'Inde se prépare). Le gaz, désormais facilement transportable après liquéfaction, est très certainement destiné à suppléer au déficit d'hydrocarbures avant d'assurer la continuité de ressources lorsque l'échéance du « pic de production » sera arrivée ; autrement dit, quand l'offre en produits pétroliers deviendra inférieure à une demande dopée par la croissance verticale des pays dits émergents. Mais peut-être sommes-nous déjà parvenus à ce tournant ?

Nous n'évoquons pas ici les arguments émotionnels liés à la « démocratie », aux droits de l'homme et au statut de la femme, tous moyens rhétoriques utiles à envelopper d'un brouillard de mots, de bons sentiments et d'intentions pieuses, des réalités géostratégiques beaucoup plus prosaïques. Un *discursus* médiatique qui caricature un paysage sociologique islamique en général et iranien en particulier, autrement plus nuancé. Vus d'Europe, les musulmans sont (trop) souvent perçus comme rétrogrades, alors que la réalité est toute autre et surtout moins schématique que les préjugés véhiculés à l'Ouest.

Ainsi, dans cette République islamique si souvent décriée, les jeunes femmes apparaissent comme tout aussi émancipées et modernes que leurs consœurs turques des grandes métropoles peuvent l'être. L'Hôpital se moquant de la Charité, ce sont les membres de l'Alliance atlantique, dont les drones<sup>3</sup> tueurs frappent — et assez sou-

---

<sup>3</sup> En juin 2009, l'US Air Force disposait officiellement de 195 drones Predator/Reaper, l'Armée de terre disposant pour sa part d'une version plus meurtrière du Reaper (violeur), le *Sky Warrior* (Predator-B). Dernière version du Predator, l'Avenger est opérationnel depuis décembre 2011 : d'une longueur de 13,5 m pour une envergure de 22 m, il peut évoluer à 720 km/h et à 20 000 m d'altitude ; d'une autonomie de 20 heures, sa capacité d'emport est de 1,3 tonne de munitions en soute (missiles Hellfire, GBU-24 Paveway III, GBU-31 et GBU-38 JDAM), ce qui réduit sa signature radar. À partir de 2007, l'aérobotique a commencé à mobiliser des centaines de pilotes dans les différents centres d'Arizona, du Texas, du Dakota et de Californie du nord. Ces pilotes ont

vent à l'aveugle sur des cibles erronées —, qui s'indignent lorsque des trafiquants de drogue — ce poison qui tue d'innombrables jeunes Européens et encore plus de Russes : de 30 à 100 000 chaque année — sont exécutés par pendaison après jugement par un tribunal régulier. Un acte qualifié de barbare, et pourtant toujours en vigueur dans une majorité d'états américains (33 sur les 50 états). Il est vrai que l'Otan a la réputation, aux yeux des autorités russes, de se livrer elle-même au narcotraffic entre l'Afghanistan et l'Europe via le territoire de la Fédération de Russie et les Balkans, le Kosovo, en particulier, où se situe la plus grande base de l'armée américaine, le Camp Bondsteel, hors territoire des États-Unis. Le 5 avril 2012, par la voix d'Alexandre Grouchko, vice-ministre russe des Affaires étrangères, la Russie, qui se perçoit comme la cible d'une guerre d'agression que lui livreraient les narcotrafiquants, interdit officiellement à l'Otan l'acheminement de l'héroïne via son territoire.

Si toutes les raisons évoquées ci-dessus — convoitise à l'égard des ressources iraniennes, montée en puissance régionale de la République islamique — entrent en ligne de compte pour justifier le renversement du régime iranien — voie du *regime change* — et, si cette politique est mise en échec, pour opter pour le recours aux grands moyens et la destruction méthodique des infrastructures militaires, industrielles et administratives de l'Iran reste que la raison ultime se situe ailleurs, mais aussi en premier lieu, dans la mécanique du Grand jeu qui oppose les États-Unis, la Russie et la Chine, dans le Caucase, sur les Hauts Plateaux iraniens et dans les vallées de l'Hindou Koush pour le contrôle du Rimland<sup>4</sup>, autrement dit pour le

---

été affectés au guidage, par le truchement de liaisons satellitaires, des drones Predators, Reapers et d'observation Global Hawks sur les divers théâtres d'opération d'Irak, d'Afghanistan et du Pakistan, de Somalie, d'Iran, où l'un d'entre eux a été abattu en 2011, et aux États-Unis où, à terme, 30 000 drones seraient affectés à la surveillance du territoire et à « l'application des lois » !

<sup>4</sup> Concept forgé par Nicholas Spykman, disciple du géopolitologue

contrôle — *endiguement/contaiment* — de l'espace continental eurasiatique par les puissances thalassocratiques et mercantiles anglo-américaines. Cette mécanique s'inscrit, au-delà de l'opposition puissances maritimes contre puissances continentales, dans un système-monde, une économie planétaire qui englobe ou subsume la tectonique des plaques géopolitiques : bloc Nord-atlantique, États-Unis/Europe contre bloc Eurasiatique, Russie/Chine !

L'Iran, autrement dit le peuple iranien, est encore à l'heure où nous écrivons partiellement extérieur — ou périphérique — au système-monde régi par les dogmes économiques de l'ultralibéralisme américain, une vulgate néocapitaliste née en 1962 à Chicago à travers *Capitalisme et liberté*, œuvre maîtresse du Nobel Milton Friedman, contributeur majeur à l'actuelle prééminence du « capitalisme sauvage » et père de l'idéologie anarcho-capitaliste que développera son propre fils David, l'équivalent en quelque sorte de Karl Marx théoricien visionnaire du « Capital ». Une épistémè néolibérale que l'Iran refuse en grande partie. N'oublions pas que le droit islamique proscriit le prêt à intérêt — même si l'on trouve quelques arrangements avec le diable — et que justement, le capitalisme moderne est essentiellement basé sur la dette, notamment à taux variables et usuraires. Ajoutons qu'en outre, l'Iran a eu la mauvaise idée de vouloir vendre son « brut » en Euro ou contre de l'or. La réponse ne s'est pas fait attendre

---

anglais McKinder. Il s'agit du Pont continental (le *continental land-bridge* cher au conseiller des présidents Carter et Obama, Zbigniew Brzezinski) ou de la Nouvelle Route de la Soie (*New Silk Road*), soit une bande intermédiaire s'étendant de la Méditerranée orientale au golfe du Bengale permettant d'isoler la masse asiatique du continent. On attribue à John Mackinder la formule « Qui tient l'Europe orientale tient le Heartland, qui tient le Heartland domine l'Île mondiale, qui domine l'Île mondiale domine le monde », paraphrasant ainsi la devise du navigateur Walter Raleigh : « Qui tient la mer tient le commerce du monde ; qui tient le commerce tient la richesse ; qui tient la richesse du monde tient le monde lui-même ». À partir de là, l'Américain Spykman va développer l'idée de Rimland : « Qui contrôle le Rimland gouverne l'Eurasie ; qui gouverne l'Eurasie contrôle les destinées du monde ».

et l’embargo pétrolier sur les ventes d’hydrocarbures iraniens est entré en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 2012.

Il était évidemment intolérable qu’un État puisse donner un exemple détestable en refusant de se laisser dicter sa loi par les marchés, c’est-à-dire en ne s’endettant pas jusqu’à l’insoutenable comme le font avec complaisance les démocraties occidentales gouvernées, comme chacun sait, par le principe aristotélicien du « bien commun » ; ceci aboutissant au système oligopolistique que l’on connaît, lequel règne sur des « masses » anonymes, réduites à la passivité face au crime organisé sur les places boursières par des cartels financiers et les mafias d’initiés en tous genres, ceux qui y font la pluie et le beau temps, organisent le pillage des nations et le racket des peuples pour le plus grand malheur de la planète, bientôt réduite à l’état de désert de béton, d’étendues arides épuisées par des cultures méga industrielles et sur les océans de laquelle dérivent des continents de déchets plastiques tournoyant au gré des courants et des caprices météorologiques. Certes les phrases qui précèdent auraient pu paraître excessives en temps de calme plat, mais l’incroyable succession de scandales qui affecte à l’heure actuelle la planète financière — Barclays, HSBC, Liborgate, *and so and so* — est là pour confirmer et non démentir la justesse brutale du propos<sup>5</sup>.

Or, ce « Nouvel Ordre International » auquel l’Iran est convié d’adhérer de façon pressante est commandé par des règles du jeu essentiellement définies et posées par les États-Unis. Des règles toujours orientées dans le même sens, destinées à juguler les défenses, naturelles et culturelles entre autres, des peuples afin de les digérer dans le grand chaudron mondialiste, ceci après les avoir « éner-

---

<sup>5</sup> Cf. Laurent Joffrin dans le *Nouvel Observateur* du 18 juillet 2012 : « La finance c’est le vol... si la délinquance financière était, non pas une anomalie de la finance mondialisée, mais une de ses composantes naturelles ? ».

vées » au sens ancien, autrement dit dévitalisées, désarmées physiquement et moralement.

Quelques jours avant l'assaut américain, le Raïs Saddam Hussein ne faisait-il pas détruire devant des observateurs des Nations Unies l'intégralité de ses missiles à courte portée afin de prouver sa bonne foi ? Le 1<sup>er</sup> mars 2003, l'Irak procède, sous la supervision de la communauté internationale, à la destruction de missiles Al-Samoud 2, dont la portée dépasse les 150 kilomètres prévus aux termes des accords de désarmement conclus après la défaite irakienne le 28 février 1991. Vingt jours plus tard, le 20 mars, les Anglo-américains lancent l'Opération « Liberté de l'Irak » avec les résultats que l'on sait, douze années de braise pour les nouveaux affranchis de l'ex-dictature baasiste.

Pareillement, le guide libyen Kadhafi renonçant en 2004 à son programme nucléaire, ouvre simultanément son pays aux entreprises anglo-saxonnes et, en 2007, libère les infirmières bulgares — objet d'accusations fantaisistes — détenues sur le sol libyen depuis huit ans. Croyant à ce titre être revenu dans les bonnes grâces occidentales, ce sont ces nouveaux amis, messieurs Cameron et Sarkozy, qui lui feront la peau via l'Otan et sous couvert mission « humanitaire ». Les seuls à ne pas avoir désarmé sont les Nord-Coréens que Washington se garde bien de provoquer inconsidérément, et l'on comprend aisément pourquoi !



L'acharnement mis depuis plus d'une décennie à réduire l'Iran montre qu'il s'agit exclusivement d'annihiler une souveraineté détentrice des moyens de son indépendance et non « d'effacer de la carte du temps » une théocratie rétrograde imposant aux femmes de porter fichu, coquettement ou non d'ailleurs. Ce n'est pas tant l'islam en soi, en dépit d'archaïsmes dont l'Amérique, la France et le Royaume-Uni s'accommodent fort bien en Arabie et au Qatar, qui pose problème à l'Occident énergivore, mais ses

richesses naturelles — gaz/pétrole/cuivre — comme « instrument de puissance ». Entendez par là comme moyen de conduire des politiques autonomes, d'échapper par là à la planification globale du Marché et à la diplomatie du « gros bâton » qu'incarne par exemple le « Centcom »<sup>6</sup>. Ne perdons pas de vue que commerce et force armée se situent dans le prolongement l'un de l'autre comme « moments » d'un même concept.

Ajoutons sa localisation géographique au carrefour de l'Asie mineure et de l'Asie centrale : l'Iran occupe une position clef à la fois sur les routes stratégiques de drainage des énergies fossiles depuis l'Asie centrale et le bassin de la Mer Caspienne vers les débouchés maritimes — Mer d'Oman, golfe Persique, Méditerranée orientale, Mer Rouge via le golfe d'Aqaba pour le contrôle des approvisionnements de la Chine via le Xinjiang, et dans le dispositif d'encerclement (*containment*) mis en place par la superpuissance nord-américaine et ses alliés européens, en vue de contenir l'espace eurasiatique, le *Hearthland* de Mac Kinder.

Réduire les capacités d'autonomie souveraine de la RII — République islamique d'Iran — est l'objectif final. Lui rogner les ailes et l'intégrer dans un dispositif dont les centres seront d'abord Londres et Washington, accessoirement Bruxelles et Francfort, cela indépendamment de la nature théocratique du régime, n'est au fond qu'un aspect secondaire de la froide vindicte occidentaliste à son égard. En utilisant le mot « vindicte » nous ne traduisons qu'imparfaitement l'idée d'une détermination d'abord rationnelle qui s'autoalimente jusqu'à revêtir l'aspect d'une passion.

Insistons sur le fait que l'ultralibéralisme cohabite avec l'intégrisme religieux, wahhabite en particulier, et ceci depuis Harry St. John Bridger Philby, négociateur du traité de Djeddah conclu entre Ibn Seoud et le Royaume-Uni en

---

<sup>6</sup> Voir plus loin la carte de l'aire géographique couverte par ce commandement militaire américain très spécifique.

1927. Cet acte avait scellé le destin commun des Anglo-Américains et de l'Arabie saoudite, ultérieurement du Qatar, et de leurs formidables gisements pétrolifères.

Pour revenir à la « vindicte » occidentaliste, elle va évidemment beaucoup plus loin qu'un simple désir hégémonique ou qu'un banal appétit de « pillage », celui des ressources naturelles et humaines de l'Iran comme l'expliquerait une lecture marxiste schématique de la relation Centre contre Périphérie<sup>7</sup>. L'intégration de l'Iran, non à un « espace vital » d'expansion comme ce fut le cas à l'occasion de la Seconde Guerre mondiale, mais à une zone d'influence économique globale d'intérêt vital pour la survie de l'Amérique-monde et la pérennisation de son modèle, celui de la société établie sur la Terre de Canaan, terre du lait et du miel, après l'éviction des Amérindiens comme préalable à la réalisation du « rêve américain ».

Ce serait cependant à tort que l'on imaginerait que l'Amérique décide seule du sort du monde, même si elle est dans les faits captive d'un mode de vie qui la pousse vers une consommation toujours plus dévoratrice de ressources. En 2010 et pour la première fois, la consommation d'énergie de la Chine populaire — un cinquième de l'énergie consommée en 2009 — a dépassé celle des États-Unis, mais avec une population quelque cinq fois supérieure ; la consommation d'énergie des États-Unis est censée augmenter de 14 % entre 2008 et 2035. Ils consommeront alors 22 millions de barils par jour en 2035 contre

---

<sup>7</sup> Le « Centre » étant la cité matricielle de la « Cité » de Londres — ventre toujours fécond d'où est sorti le néo-capitalisme spéculatif virtuel dans les années soixante-dix — et ses satellites au premier rang desquels New York, Chicago, Bâle, Francfort, la « périphérie » étant constituée par les états tributaires, alliés et commensaux, formant le corps même de l'empire, et au-delà les zones d'intérêts économiques qui peuvent être annexées. Un modèle analytique apparut dès 1902 sous la plume du grand théoricien allemand du Capitalisme, Werner Sombart. Concept repris et illustré en 1968 par le marxiste égyptien copte Samir Amin dans *L'échange inégal* avant d'être recyclé par Wallerstein, à partir de 1974, dans son exégèse du système-monde.

19 millions de barils par jour en 2008, malgré une réduction du rôle des énergies fossiles qui ne représenteront plus que 78 % — au lieu 84 % — en raison du développement des énergies alternatives.

En fait, l'Amérique, fût-elle monde, est elle-même l'un des sous-ensembles, l'une des « roues » d'une mécanique mondiale. À ce titre, elle est à la fois prisonnière d'elle-même et d'un système planétaire qui impose ses contraintes et ses nécessités dans une logique de compétition et de survie. Ou progresser ou décliner. Il n'en demeure pas moins que ce système en perpétuel déséquilibre constitue une sorte de course à la destruction mutuelle assurée par l'épuisement final des ressources. Lutte d'autant plus âpre que les déséquilibres démographiques jouent désormais au détriment du monde occidental et en faveur de l'Asie et de l'Afrique, déséquilibres que compense toujours l'avance technique de l'Amérique, en particulier en matière d'armement. Mais pour combien de temps encore ?

De ce seul point de vue, l'Iran n'est évidemment qu'un pion sur l'échiquier, un pion décisif cependant, même l'une des pièces maîtresses — de par sa position sur la carte du monde — de la grande stratégie anglo-américaine de contention des deux super puissances continentales, la Russie et la Chine. Deux États qui, au Conseil de Sécurité, ont par trois fois bloqué le rouleau compresseur euratlantique en route pour Téhéran sur le Chemin de Damas (le dernier double veto datant du 19 juillet 2012 alors que des affrontements faisaient rage dans les faubourgs de la capitale syrienne). On voit bien que l'enjeu iranien dépasse de loin la question des ressources énergétiques du pays, s'inscrivant dans un jeu de maîtrise et de domination à dimension planétaire. N'oublions pas que celui qui aura la main sur le robinet du gaz iranien pourra, si ce n'est dicter sa loi, tout au moins peser sur l'Asie tout entière.



Aussi quant au *modus operandi*, il s'agira, avant ou après l'ouverture officielle des hostilités, de neutraliser au

maximum le potentiel nucléaire iranien civil. Le confort électrique des populations iraniennes et leur essor économique importent peu aux stratégies du Nouvel Ordre Mondial. Seront détruits ses postes de commandements militaires et politiques au moyen de « frappes de décapitation », comme celles qui ont précédé l'offensive générale du 20 mars 2003 en Irak visant les résidences de personnalités au sud de Bagdad. Les forces américaines ont d'entrée de jeu cherché à « décapiter » le régime, le Raïs Saddam Hussein, ses deux fils et certains dignitaires du Baas supposés se trouver dans les édifices atteints.

En réalité, la guerre contre l'Iran a déjà commencé, certes à bas bruit médiatique, comme ces campagnes d'assassinats ciblés<sup>8</sup> qui ont visé des scientifiques affectés au

---

<sup>8</sup> La guerre commence avant la « guerre » et se poursuit après la fin des hostilités. Le 28 juin 1981, en pleine crise des otages américains, un attentat contre le siège du Parti républicain islamique attribué à l'Organisation des moudjahiddines du peuple iranien — l'OMPI, qui deviendra ultérieurement l'invisible bras armé occidentaliste à l'intérieur de l'Iran — fait 73 morts. Dans les années qui suivent la chute de Bagdad et la fin officielles des hostilités le 1<sup>er</sup> mai 2003, ce sont plus d'une centaine de scientifiques irakiens de haut vol qui feront l'objet d'assassinats ciblés afin d'interdire au vaincu la reconstitution de son potentiel intellectuel et technique. Suivant une trajectoire similaire, le 12 novembre 2011, près de Téhéran une base des Pasdaran — Gardiens de la Révolution — était détruite par une « mystérieuse explosion entraînant la mort du brigadier général Tehrani-Moghadam », architecte du programme balistique iranien et de seize de ses collaborateurs. D'autres « incidents » non élucidés ont ponctué les dix dernières années un Iran sous embargo : en décembre 2006, un avion militaire iranien s'écrase au décollage tuant 39 passagers parmi lesquels 30 membres de l'état-major des Gardiens de la révolution ; en juin 2011, ce sont cinq ingénieurs et scientifiques russes ayant participé à la construction de la centrale atomique de Bouchehr qui disparaissent dans le vachage d'un Tupolev-134. Au total, une quinzaine de catastrophes aériennes ont fait un millier de morts. Des séries noires à évaluer au regard des recommandations faites le 26 octobre 2011 au congrès américain par deux experts en vue de planifier l'assassinat des chefs des Gardiens de la révolution. De nombreux assassinats visant des scientifiques iraniens ont en effet été perpétrés ces dernières années : Darioush Rezaie, abattu en juillet 2011 par des motards ; le 29 novembre, des grenades étaient

programme nucléaire, ou les attaques « virales » contre les réseaux informatiques de pilotage des centrales atomiques au moyen d'agents pathogènes durcis, tels *Flame* ou *Stuxnet* conçus dans le cadre d'une *joint-venture* israélo-américaine. Autant de façon donc de livrer une guerre avant la guerre, avec toujours un seul et même objectif : renvoyer l'Iran à des temps prémodernes après y avoir établi un gouvernement « blanchi », sur mesure, démocratique — même si corrompu jusqu'à la moelle comme l'équipe dirigeante du président afghan Karzaï — ce qui signifie acquis ou étroitement assujetti à la politique de Washington<sup>9</sup>.

Il importe ici de préciser que les politiques conduites par les dirigeants américains ne sont pas — contrairement à ce que l'on pourrait supposer — beaucoup plus autonomes que celle de leurs homologues, européens, russes ou chinois, au sens où elles procéderaient de leur seule volonté ou de celle de ceux qui les manipulent « derrière le rideau », comme les groupes de pression, pétroliers, militaro-industriels, multinationales de la chimie, semenciers, etc. Dans les faits, ces lignes politiques répondent effectivement aux besoins, aux intérêts et aux demandes émanant de divers acteurs économiques, financiers et politiques, mais participent *in fine* d'un système évoluant selon sa propre logique en englobant un ensemble com-

---

lancées contre les véhicules de deux experts atomistes ; en janvier 2010, un scientifique affecté au programme nucléaire, Massoud Ali Mohammadi, était déshabillé par l'explosion d'une moto piégée.

<sup>9</sup> La qualité du label « démocratique » étant étroitement proportionnelle au degré d'allégeance à l'égard des directives, attentes et désirs du Département d'État. À ce titre ne peut être démocrate tout État qui ne s'alignerait pas sur les « valeurs » de la démocratie américaine, autrement dit les *desiderata* et injonctions émanant de son Administration. En cas d'insoumission, cultiver l'illusion de diriger souverainement son destin est un préjugé qui coûte généralement cher aux récalcitrants. Faire amende honorable, désarmer, négocier ne sauve pas obligatoirement d'un juste recadrage, ainsi le spectaculaire rapprochement de M. Kadhafi avec l'Occident ne l'a pas sauvé d'une débâcle finale orchestrée à Londres, Paris, Doha et Washington.

plexe de sous-systèmes interdépendants et interagissant les uns avec les autres.

Ainsi la sécurité de l'État d'Israël, le maintien de sa prééminence régionale, la pérennisation de son monopole nucléaire, la vision eschatologique — partagée par d'importantes minorités au sein de ces trois vraies-fausse théocraties que sont l'Amérique judéo-chrétienne, l'Israël messianique par essence et l'Iran chiite vivant dans l'attente du Mahdi — interviennent dans les calculs d'anticipation stratégique comme dans les choix géopolitiques, et cela au détriment de la stabilité régionale qui n'apparaît pas dès lors comme une fin en soi, pas plus que le développement ou la construction d'États ou d'économies viables, car le commerce et les industries prospèrent assez bien sur le terrain de l'instabilité, et mieux encore sur les champs de ruines.

Au reste, la reconstruction n'est-elle pas un marché en soi? En 1991, la réhabilitation des infrastructures pétrolières koweïtiennes était *a priori* inscrite comme « butin de guerre » pour les entreprises américaines, et accessoirement pour celles des coalisés. La France, dindonne de la farce, ne récolta que des miettes. Chantiers de reconstruction destinés à relancer une économie nord-américaine déjà bien malade à cette époque-là, notamment depuis les crises pétrolières de 1973 et 1979. Pour ceux qui l'auraient oublié, la « destruction » est une composante de l'idole « croissance » : produire implique au préalable de détruire. À ce titre, les guerres sont l'un des « moments » — au sens hégélien — des cycles économiques. La guerre est chose nécessaire, vitale même pour la survie du système. Le romancier Georges Bataille, « mystique » de l'athéisme, ne disait pas autre chose lorsqu'il publia en 1949 son essai *La part maudite* !

On comprendra que le désordre suprême que constitue la guerre soit — en réalité — un mode de gouvernance comme un autre, ayant sa place naturelle dans le système-monde actuel, entre autres comme accompagnement des

crises inhérentes à l'unification du Marché et à l'absorption des États souverains en son sein, et sous l'empire de sa seule Loi, après un concassage en règle des structures et de l'armature fédérative interne, parce que les États-Nations sont tous — à l'exception du Nouveau monde qui s'est édifié sur une mosaïque de communautés sans autre lien organique que le partage des dividendes du « progrès » — des fédérations de peuples qui se sont trouvés historiquement fondus ou associés dans un destin partagé. Évidemment les nations orientales édifiées au fil des siècles se montrent parfois rebelles aux charmes excessifs de la permissivité consumériste occidentale, au sens d'idéologie de la consommation addictive aboutissant à un déplorable fétichisme de la marchandise. L'*Ordo ab chaos* ayant ainsi succédé à l'ancien *divide et imperare*, il s'agit dès lors de gouverner par et sur le chaos, fière devise ayant utilement remplacé le désuet « diviser pour régner ».

Allons plus loin, après en avoir été les acteurs et les promoteurs, les oligarques anglo-américains — industriels et financiers, gradés de la cavalerie financière mondialisée — ainsi que leurs émules des autres continents, finissent par être au service — et même captifs — des « logiques » qu'ils ont promues et dont ils ont su excellemment tirer profit pour asseoir leurs fortunes ; logiques qui, en dernier ressort, finissent par dicter ou orienter leur conduite selon une inflexible loi physique suivant le principe que tout « objet » — inerte ou vivant — est toujours autre chose, et même quelque chose de plus, que la somme de ses parties. Si les « parties » sont ici les acteurs et décideurs économiques, financiers, industriels et politiques, le « tout », la totalité englobante, est le Système dont les hommes qui le composent et l'incarnent lui sont finalement assujettis.

Mais ceci ne ressort en aucun cas d'une nouvelle fatalité déresponsabilisante. Une conscience claire que le système tel quel mène l'humanité à sa perte — destruction programmée et balisée par les guerres qui s'annoncent contre la Syrie et l'Iran, voire suicidaire contre le Bloc

eurasiatique — devrait permettre d'inverser la tendance. Ou alors, si l'Homme ne trouve pas en lui les ressources de sagesse indispensables à une profonde refonte du modèle actuel — par certains côtés aussi savant que barbare, pour ne pas dire reptilien par la part obscure de prédation et le rôle croissant dans l'économie de « l'argent noir » — peut-être faudra-t-il alors en passer par la destruction mutuelle assurée, économique, financière ou militaire, avant d'espérer reconstruire une autre pensée, une vision différente du monde et de mettre en œuvre d'autres matrices économiques et sociétales !

Ainsi, c'est en raison du constat empirique suivant lequel le tout est toujours plus ou autre chose que la somme de ses parties, que le contentieux Iran-Occident ne saurait *in fine* se réduire à la somme des griefs formulés à l'encontre de la Perse et des Persans, ni à se réduire à une confrontation d'expansionnismes rivaux, ni *a fortiori*, à un jeu de forces plus ou moins conjoncturel.

De ce point de vue, la position de la République islamique d'Iran en ligne de mire des états-majors anglo-israélo-américains et de leurs alliés du Traité de l'Atlantique Nord, semble peu enviable et donne à réfléchir. Notamment dans la mesure où rien n'indique que les dirigeants iraniens aient la moindre intention d'infléchir leur politique d'indépendance énergétique fondée sur la fission de l'atome, une ambition qui, à l'évidence, contrarie la dynamique systémique au long cours déterminant les choix géostratégiques de l'Amérique. Reprenons : ce n'est pas la question de l'atome qui est gênante en soi. Car, quoi qu'en ait dit M. Netanyahou à la tribune des Nations Unies le 28 septembre 2012, la menace nucléaire iranienne n'est au fond qu'une fable commode comme le disent *mezzo voce* les grandes agences de renseignements occidentales. Selon le *New York Times* du 8 septembre 2012, les 16 agences de renseignements du NIE (*National Intelligence Estimates*) confirment que l'Iran n'a pas la bombe, en conséquence de quoi l'actuel chef d'état-major des

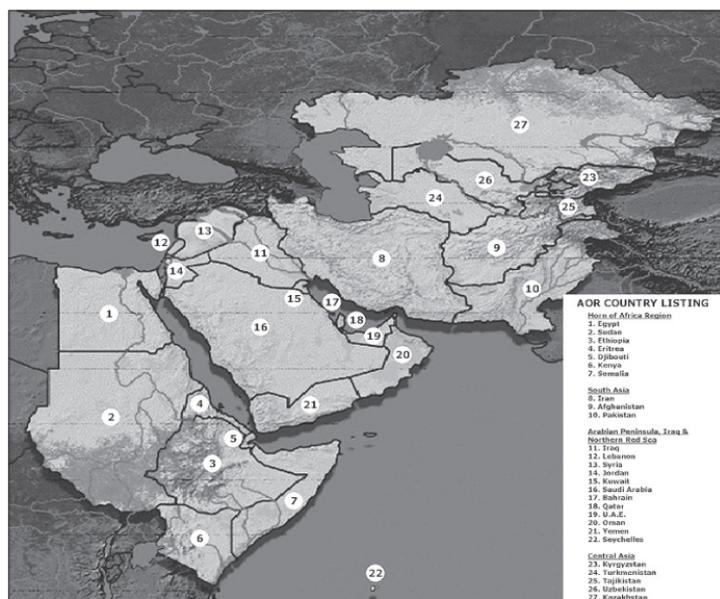
armées, le général Dempsey « refuse d'associer les États-Unis à une éventuelle attaque israélienne » !

La maîtrise de l'atome par l'Iran crée à terme de l'indépendance, à la fois énergétique, économique et politique. Là se situe le danger ; l'Iran est dans cette optique, un caillou dans la chaussure systémique qu'il convient de retirer au plus vite. L'Iran est un obstacle qui doit être écarté à court ou moyen terme, sauf à ce qu'un *deus ex machina*, un événement proprement inédit, vienne infléchir le cours des choses et modifier radicalement la donne actuelle. Les essais par la Russie, le 7 juin 2012, de deux missiles intercontinentaux à têtes multiples, Boulava et Topol, au-dessus du Proche Orient, de l'Arménie à Israël, auront peut-être calmé un court instant les ardeurs des « faucons » de Washington, Riyad, Doha, Londres et Tel-Aviv... Mais<sup>10</sup> ?

---

<sup>10</sup> Un avion de reconnaissance turc F-4 Phantom abattu le 23 juin 2012 au-dessus des eaux territoriales syriennes aura également constitué un test *in situ* de la détermination de l'alliance russo-syrienne (le servant de la batterie anti-aérienne étant vraisemblablement russe). La réaction particulièrement attentiste et modérée d'Ankara - qui n'a pas envisagé de réponse autre que diplomatique alors qu'elle pouvait trouver dans l'incident l'occasion d'un *casus belli* - devant être comprise dans ce contexte comme résultant d'une demande instantane du Département d'État. Les guerres ouvertes coûtent cher, chacun sait où elles commencent mais ni où ni quand ni comment elles s'achèvent. Un calendrier présidentiel américain contraignant avant une sortie prévisible du président Obama - parce que programmée - de la scène politique contrarieront pour l'heure le sens de l'Histoire. Combien de temps encore ?

## Aire de compétence du CentCom



*Propriété du gouvernement fédéral des États-Unis d'Amérique,  
cette image est placée dans le domaine public.*

L'United States Central Command ou CentCom est l'un des dix quartiers généraux (*Unified Combatant Command*) rattachés depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1983 au Département de la Défense des États-Unis. Le CentCom est à l'origine une Force de Déploiement Rapide créée en 1977 par le président Carter, mais son existence ne sera rendue publique que le 1<sup>er</sup> octobre 1979, dans le contexte de la Révolution iranienne et d'une tension croissante entre les deux États.

## L'IRAN DOIT ÊTRE DÉTRUIT

L'Iran doit être « détruit », en toute logique, quelle que soit la part de risques non maîtrisés de conflit régional, voire mondial, que cette entreprise hasardeuse inclut. Une éventualité que pourraient suggérer certaines déclarations officielles russes (ou chinoises, voir *infra*), superpuissance qui a multiplié ces dernières années les mises en garde contre les dérapages pouvant avoir lieu dans un Proche-Orient en proie à une situation d'instabilité permanente et de crise depuis soixante ans, crise allant crescendo ces deux dernières décennies et s'accompagnant d'une réelle montée des tensions Est/Ouest qui ne sont pas sans évoquer la Guerre froide, des tensions singulièrement palpables dans le contexte d'une crise syrienne tournant à l'impasse sanglante et au raidissement des positions.

En considérant les menaces récurrentes de frappes unilatérales contre les installations nucléaires iraniennes par l'aviation israélienne — ou des missiles de croisière embarqués dans les sous-marins d'attaque fournis par l'Allemagne sous la conduite de la chancelière Merkel — beaucoup d'observateurs avisés n'hésitent plus à pronostiquer un embrasement dans les mois à venir, tant que le ciel estival ne s'est pas encore couvert des nuées de l'automne. Il est vrai que les annonces de guerre imminente ne sont pas nouvelles mais à force de crier au loup, celui-ci finit bien par montrer le bout de son museau, n'est-ce pas ?

L'Iran doit être détruit en premier lieu non en tant qu'État chiite, mais parce qu'il s'agit d'une « théocratie nationalitaire » vouée par essence à rentrer dans le rang. Entendez par là que ce n'est pas l'islam en soi qui est visé, mais l'État-nation, modèle et concept auquel la démocratie universelle, participative et décentralisée, a déclaré une lutte sans merci depuis 1945. La Nation est, en effet,

depuis la Seconde Guerre mondiale, accusée de tous les maux, à commencer par le premier d'entre eux, la Guerre. Or quoi qu'en ait dit récemment la Secrétaire d'État Hillary Clinton [*Remarks With Egyptian Foreign Minister Amr*, 14 juillet 2012] persuadée qu'au cours de ses « deux cent trete-six années d'existence les États-Unis ont partout défendu la démocratie », il faut préciser que ce fut au prix de quelque cent soixante guerres extérieures avant 1940, pour la plupart d'ingérence, d'annexion ou d'expansion.

C'est de surcroît le caractère révolutionnaire — national-islamique et mystique — de l'Iran qui doit être « normalisé ». Une urgence désormais placée en tête des agendas politiques occidentalistes — États-Unis/Israël/Union européenne — qui inscrit à l'ordre du jour l'impérieuse nécessité de placer l'Iran au rang des démocraties libérales.

L'Iran est appelé *volens nolens* à se fondre dans le grand chaudron des sociétés éclatées. Des espaces de libre-échange — comme celui prévalant à la construction européenne par exemple — où la fragmentation sociale (pour ne pas parler d'« atomisation individualiste »), permet une segmentation maximale des marchés afin de démultiplier les actes et les acteurs économiques : minorités ethniques, confessionnelles, sectaires et sexuelles, femmes, classes d'âges elles-mêmes subdivisées en une multitude de strates, les enfants devenant désormais des cibles publicitaires dès l'âge de deux ans, soit celui d'une scolarisation précoce. Segmentation *ab libitum* à laquelle font obstacle les garde-fous moraux — au sens de rigidité de mœurs — inhérents à une relative inconditionnalité religieuse d'État. Segmentation sans laquelle il ne saurait y avoir pleine intégration du pays au Marché unique ou « unifié » au sein du « Système-monde »<sup>11</sup>.

---

<sup>11</sup> L'idée de « système-monde » prolonge celle d'« économie-monde » émise par l'historien Fernand Braudel. L'économiste marxiste égyptien Samir Amin la développe en posant que le sous-développement du Tiers-Monde s'expliquerait par la place qu'il occupe dans la structure du nouvel ordre économique international. Les « systèmes » dont il est ici question se définissent comme « des organisations dynamiques

Un système-monde structuré autour de quelques centres nerveux et de leurs satellites, à savoir les grandes places boursières. À commencer par ces Mecque de la finance que sont la Cité de Londres, l'île de Manhattan, Francfort ou encore la bourse des matières premières de Chicago où se joue le destin alimentaire des peuples du monde, notamment du Tiers-monde pris dans le ressac des fluctuations de cours qu'induit une spéculation frénétique, et ainsi soumis aux turbulences incessantes de l'exubérante instabilité des marchés.

Une volatilité nécessaire ou plutôt consubstantielle à l'économie financiarisée dont les hauts rendements exigent une flexibilité et, plus encore, une mobilité de la production et des circuits toujours plus accrue, synonymes de délocalisations et de restructurations qui ne touchent pas seulement les sociétés dites postindustrielles avec — par antiphrase — leurs « plans sociaux » comme variables d'ajustement.

---

associant divers éléments en interaction fonctionnelle et régis par une logique autonome de croissance ». Des prémices telles un choix sociétal ou une décision politique engendrent des conséquences en cascade; une telle une dynamique, une fois initialisée, peut dans certains cas, en modifiant un équilibre structurel, changer le cours de l'Histoire. Parfois, une simple idée, une fois lancée, admises et acquise par les masses, c'est-à-dire intégrée à la vision régissant le rapport de l'homme au monde et à la société, vit de sa vie propre et suit sa propre logique de développement. Alexis de Tocqueville observe judicieusement que la grande transformation sociétale postrévolutionnaire (de nature démocratique) est due au déracinement des hommes, une conséquence de la taxation foncière et plus encore des lois successorales supprimant la primogéniture, lesquelles morcellent inexorablement les domaines et détruisent du même coup le pouvoir héréditaire par la terre. De simples dispositions juridiques sur la transmission de la propriété suffisent donc à balayer mille ans d'histoire et à faire que le monde a changé de base. Reprenons la définition que donne le philologue Ferdinand de Saussure dans son ouvrage posthume, *Cours de linguistique générale*, paru en 1916: « L'équilibre du système. La langue est un système dont tous les termes sont solidaires et où la valeur de l'un ne résulte que de la présence simultanée des autres ». Ensemble d'éléments dépendant les uns des autres pour former un tout organisé.